Droit Social

Tourisme, des incertitudes accrues

L'allocation du Président de la République, hier soir, a sonné le glas de la saison estivale !

En annonçant la prolongation des fermetures administratives jusqu'à la mi-juillet, qui plus est sans certitude de réouverture à cette période, le Chef de l'État alourdit les problématiques des hôteliers et restaurateurs.

Jusqu'à présent, se sont succédées, dans ce secteur, des prises de décisions parcellaires et incertaines mais rendues nécessaires en l'état d'une impossibilité d'appréhender la reprise de leur activité aussi bien dans le temps que dans le volume. La plupart ont alors panaché le recours à l'activité partielle, les ruptures de contrats généralement à durée déterminée pour force majeure et les reports et ruptures de promesse d'embauche, sans certitude aucune des risques encourus.

Le calendrier annoncé de la reprise d'activité à la mi-juillet pose désormais de nouvelles questions, ou plutôt, rend certaines, celles laissées en suspens...principalement pour les hôteliers.

En effet, quelles sont désormais les perspectives pour un hôtelier ayant fermé du fait de la fermeture obligatoire de ses bars et restaurants et de l'absence de clientèle, qui a donc opté pour un recours massif au chômage partiel pour ses salariés déjà en poste, principalement des CDI, et pour le report des offres d'embauche acceptées avec condition suspensive de réouverture alors qu'il est probable que cette réouverture se fasse à perte, faute de clientèle ?

Il faut en effet envisager l'hypothèse plus que probable de l'absence de clientèle internationale et même européenne et la très faible affluence de la clientèle locale à fortiori dans le secteur du tourisme dit de luxe.

Ainsi, si reprise il y a mi-juillet, celle-ci ne pourrait être qu'un leurre...

Ce chef d'entreprise a donc un choix cornélien à faire entre théorie et pratique ou plutôt pragmatisme : rompre tous ses contrats précaires ou promesses/ offres acceptées de contrats saisonniers en prenant le risque de recours contentieux en cascade pour rupture abusive, étant déjà avisé de la fragilité de la notion de force majeure dans la crise sanitaire du Covid - 19, ou bien faire entrer son effectif, l'ensemble des saisonniers prévus pour les placer en tout ou partie sous le dispositif d'activité partielle alors qu'il est évident qu'il sera en sureffectif au regard d'une saison « normale ».

A notre sens, une analyse doit être menée au cas par cas sans toutefois exclure, une fois n'est pas coutume, des prises de risques que nous vous aiderons à maîtriser au mieux. Enfin à ce stade, les accords collectifs, notamment les accords de performance collective, pourraient s'avérer être l'outil idoine en attendant la fin de cette crise sanitaire.